

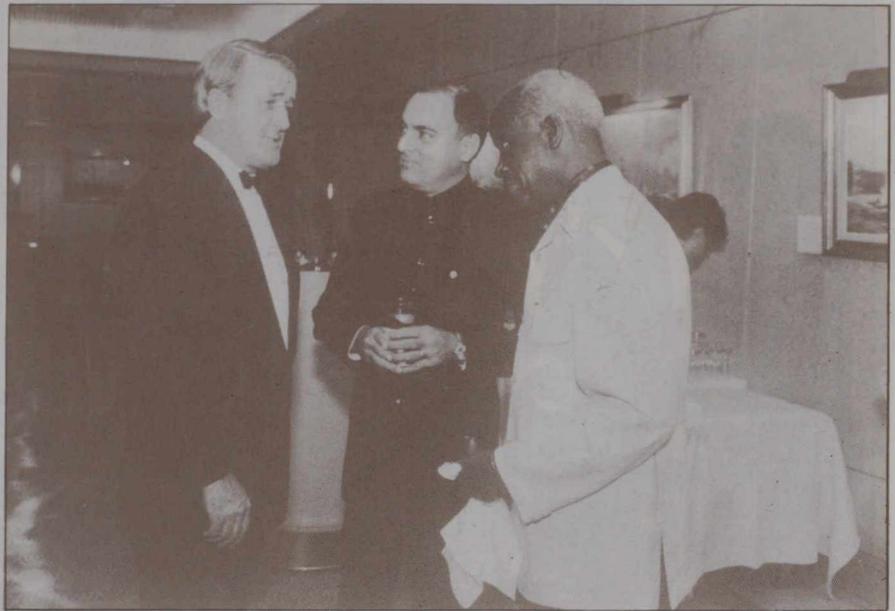
Le Canada et l'Afrique

une déclaration et un programme d'action concernant l'Afrique australe. Cette déclaration souligne «l'urgence d'une action internationale contre la situation inacceptable en Afrique australe» et la nécessité de trouver des mesures efficaces à mettre un terme à l'apartheid et à libérer les pays voisins de l'Afrique du Sud du fardeau d'avoir à consacrer une grande partie de leurs ressources aux efforts... pour faire avancer la cause de la liberté et de l'indépendance de la région». La déclaration plaide aussi pour «une application élargie et plus intense des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

D'après ce programme d'action, les Etats membres ont décidé de lancer un programme d'aide mieux coordonné vers les Etats de la ligne de front et les Etats voisins, particulièrement le Mozambique, dans le sens des objectifs de la SADCOC et autres organismes œuvrant dans la région, y compris le Fonds pour l'Afrique.

Un fonds spécial a aussi été institué pour fournir une aide technique au Mozambique, et le Canada contribuera à ce fonds pour un montant d'un million de dollars canadiens. Une attention particulière sera aussi accordée à la ligne de chemin de fer de Limpopo et au port de Maputo.

Les pays membres du Commonwealth ont également souligné l'importance d'aider les victimes de l'apartheid en Afrique du Sud même. Notons que le



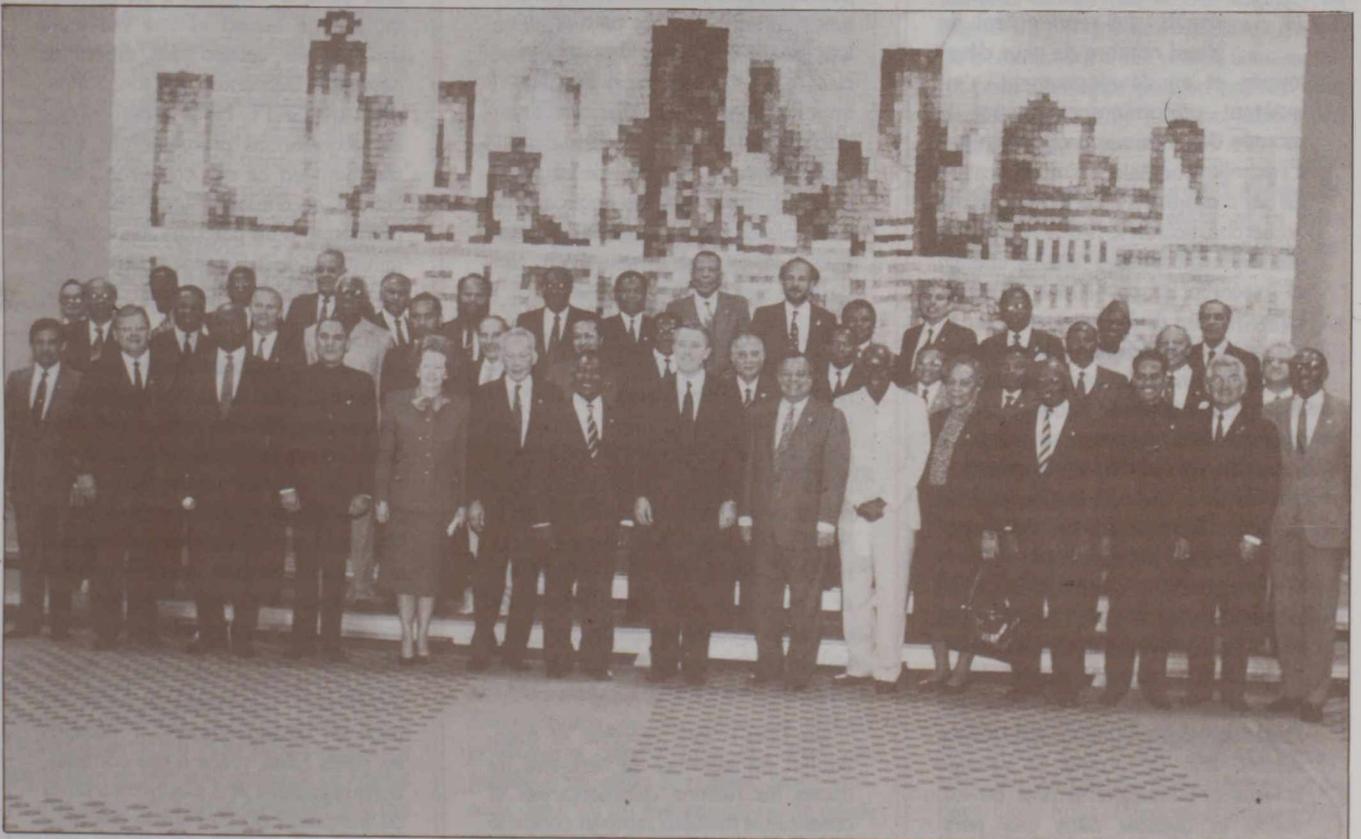
• Le Premier ministre le Très Honorable Brian Mulroney en compagnie de S.E. Kenneth Kaunda, Président de Zambie et Président en exercice de l'OUA, et de S.E. Rajiv Gandhi, Premier ministre de l'Inde.

Canada contribue déjà chaque année pour un montant de 5 millions de dollars à cet objectif, en plus des 4,5 millions de dollars qu'il accorde au programme de bourses d'études adapté à Nassau, un programme particulièrement utile du fait qu'il ouvre des perspectives d'éducation aux jeunes Sud-Africains.

De plus, les pays membres du Commonwealth considèrent comme «haute-

ment prioritaire la prestation d'une aide humanitaire et juridique aux détenus et à leur famille» ainsi qu'aux syndicats, particulièrement en ce qui concerne la formation de la main-d'œuvre.

Quant à l'indépendance de la Namibie, les chefs d'Etat et de gouvernement demeurent «unaniment convaincus que la Résolution 435 constitue la seule base pour un règlement internationale-



• Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Commonwealth ayant participé au Sommet de Vancouver.